



**AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS
(REPUBLIQUE DU SENEGAL)**

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES DU GROUPE II (GESTION 2012)

**COMMUNE DE
BIGNONA**

RAPPORT DEFINITIF



Juillet 2014



Grant Thornton

Grant Thornton
2 place de l'indépendance
Immeuble SDIH
2e, 3e et 4e étage
BP 7642 - Dakar
T 00 221 33 889 70 70
F 00 221 33 821 10 70
grantthornton@sn.gt.com

www.grantthornton.sn

SIGLES ET ACRONYMES

AC	: Autorité contractante
ARMP	: Autorité de Régulation des Marchés Publics
AGPM	: Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appel d'Offres Ouvert
AOR	: Appel d'Offres Restreint
CM	: Commission des Marchés
CCAG	: Cahier des Clauses Administratives et Générales
ACP	: Agent Comptable Particulier
CB	Commune de BIGNONA
CMP	: Code des Marchés Publics
CPM	: Cellule de Passation des Marchés
CRD	: Comité de Règlement des Différends
DAO	: Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	: Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	: Demande de Renseignements et de Prix
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
PV	: Procès- verbal
PPM	: Plan de Passation des Marchés
PI	: Prestations intellectuelles
TDR	: Termes de référence
UEMOA	: Union Economique Monétaire Ouest Africaine
N/A	: Non applicable

Dakar, le 15 juillet 2014

**A Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics
Dakar**

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Monsieur le Directeur Général,

**OBJET : Rapport définitif sur la commune de BIGNONA
Revue des marchés conclus par les AC en 2012**

En exécution de la mission que l'ARMP a bien voulu nous confier et relative à la revue indépendante de la conformité de la passation des marchés publics conclus par les autorités contractantes du groupe II pour la Gestion 2012, nous avons l'honneur de vous soumettre conformément aux termes de référence, notre rapport définitif de la Commune de BIGNONA. Ce rapport n'a pas fait l'objet d'observations par l'autorité contractante nonobstant nos différentes relances dont deux (03) par conversation téléphonique et le dernier par mail date du 14 juillet 2014.

Nous avons effectué notre revue sur la base des termes de référence (TDR) du contrat entre l'Autorité de Régulation des Marchés publics et le cabinet Grant Thornton.

Selon les TDR, la mission a pour objectif principal de vérifier la conformité du processus de passation et d'exécution des marchés conclus en 2012 par les autorités contractantes ciblées, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par notamment le Code des obligations de l'Administration, le décret 2011- 1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et ses arrêtés d'application.

C'est ainsi qu'au terme de nos diligences réalisées selon l'approche détaillée au point 2 du présent rapport, nous vous présentons la synthèse de nos travaux.

SYNTHESE DE NOS TRAVAUX AU PLAN GENERAL

Au cours de la gestion 2012, la **Commune de Bignona** a conclu quarante- trois (43) marchés dont deux (02) par la procédure d'appel d'offres restreint (AOR) et 41 par celle des demandes de renseignement et de prix (DRP) selon la liste communiquée par la Coordonnatrice de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de FCFA 382 837 615. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 50% en volume des DRP et 100% des AOR.

L'échantillon peut être présenté comme suit :

Mode de passation	2012			
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
DRP	41	93 644 863	22	65 041 715
AOR	2	289 192 900	2	289 192 900
ED				
AOO				
TOTAL	43	382 837 763	24	354 234 615
Taux de couverture			53%	93%

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :
Constats d'ordre général

- ❖ La publication de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM) est intervenue le 11 Avril 2012 en violation des dispositions de l'article 6 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics la fixant avant la fin du mois de Janvier de l'année de passation.
- ❖ La CPM n'a pas établi à l'intention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics, le rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente en violation de l'article 143 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ Les procès-verbaux d'attribution des marchés de DRP qui ont atteint les seuils de 3 000 000 FCFA et 5 000 000 FCFA respectivement pour les fournitures et les travaux ne sont pas transmis à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics, en violation des dispositions de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- ❖ Les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée desdites lettres, en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 de la Loi 2006-16 du 30 Juin 2006 modifiant la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ❖ La Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs. Les mêmes candidats sont toujours consultés, par nature de fournitures, services ou travaux et sont attributaires de presque tous les marchés ;
- ❖ Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Le nombre de candidats consultés pour les DRP est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011, le Budget de la Commune de Bignona étant de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- ❖ Les marchés de fournitures de bureau ont fait l'objet de fractionnement. En effet, Le montant global exécuté (18 351 355 F CFA) sur l'année 2012 dépasse le seuil de DRP, en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ La vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant pour les DRP, en violation des dispositions l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application des dispositions de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. » ;
- ❖ L'attribution définitive des appels d'offres restreints n'est pas publiée, en violation des dispositions de l'article 85, alinéa 4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ Les marchés par AOR sont approuvés au-delà de la fin du délai de validité des offres ;
- ❖ Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la Commune de Bignona pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents y relatifs.
- ❖ La comptabilité matière n'est pas tenue de manière régulière.

CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Tous les constats sont d'ordre général.

CONSTATS SPECIFIQUES A L' EXECUTION PHYSIQUE

Nous n'avons pas pu procéder à l'audit physique des marchés de DRP examinés, constitués essentiellement de consommables. Du fait d'une comptabilité des matières irrégulièrement tenue, nous ne sommes pas en mesure d'assurer leur traçabilité.

Cependant l'audit de l'exécution physique des travaux a été fait. Les constats sont détaillés au point 5.2.3 du présent rapport

SYNTHESE DE NOS CONCLUSIONS

Au terme de nos travaux, nous estimons que la Commune de Bignona n' a pas respecté les procédures de passation édictées par la réglementation des marchés publics. En effet, sur les vingt deux (22) DRP examinées, nous avons noté des anomalies telles que le fractionnement et le défaut d' informations aux soumissionnaires non retenus et cela entraine par conséquent le non respect du principe de la transparence des procédures de passation.

En ce qui concerne les deux marchés passés par AOR, la procédure est globalement conforme. Toutefois, l' attribution définitive de ces dits marchés n' a pas fait l' objet de publication.

S' agissant de l' exécution physique des marchés de fournitures consommables, nous ne pouvons pas nous y prononcer en raison des faiblesses relevées sur la comptabilité matière relatives à sa tenue régulière. En revanche l' exécution physique des travaux est conforme. Toutefois, nous avons constaté un taux d' avancement faible, un problème d' archivage et une faiblesse sur la sécurisation des chantiers.

Nous tenons à remercier l'ensemble des interlocuteurs rencontrés pour leur disponibilité et leur collaboration au moment de notre intervention.

Nous vous souhaitons bonne réception du présent rapport et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur général** l'assurance de notre considération distinguée.

Mansour GAYE

Associé

TABLE DES MATIERES

I. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	7
1.1. CONTEXTE.....	8
1.2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR	8
II. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES	10
2.1. CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE	11
2.2. COORDINATION GENERALE DE LA MISSION	11
2.3. PHASE DE PRE-AUDIT	11
2.4. REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	13
2.5. REVUE DES PROCEDURES D'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES	14
2.6. CONTROLE QUALITE ET REVUE INDEPENDANTE	14
2.7. RESTITUTION DES RAPPORTS	14
III. ENVIRONNEMENT DES MARCHES PUBLICS	15
3.1. LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	16
3.2. LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES	17
IV. LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES	20
V. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS DE LA COMMUNE DE BIGNONA.....	22
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER	23
5.2. CONSTATS DE L'AUDIT ET RECOMMANDATIONS	24
5.3. TABLEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS.....	31
5.4. STATISTIQUE DES ANOMALIES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE.....	33
ANNEXES	36

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION

1.1 CONTEXTE

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un Etat de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des Etats membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte de la Direction Centrale des Marchés publics (DCMP), structure administrative chargée du contrôle a priori de la passation des marchés..

Les missions de l'ARMP, dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et de la régularité des procédures de préparation, de passation et d'exécution des marchés publics conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des termes de référence de la présente mission..

1.2 OBJECTIFS DE LA MISSION ET RAPPEL DES TDR

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1er Janvier et le 31 décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission vise les objectifs spécifiques suivants :

- ❖ se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante ;
- ❖ vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de la commande publique, édictés par le CMP ;
- ❖ fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- ❖ identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, des éléments constitutifs des cahiers des charges, des seuils fixés pour les avenants, des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- ❖ procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le

consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;

- ❖ pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- ❖ dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- ❖ examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- ❖ examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- ❖ examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,
- ❖ évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,
- ❖ Formuler des recommandations.

En ce qui concerne l'exécution des marchés, les prestations du Consultant ont porté sur :

- Le contrôle de la qualité des contrats attribués en analysant les évolutions et modifications qualitatives et quantitatives de l'étendue de chaque contrat sur la base de la soumission et du marché initialement signé ;
- Le contrôle de la situation des réceptions/livraisons pour vérifier le respect des dates et des quantités livrées / réceptionnées ; tout écart a été relevé et la manière dont il a été traité au niveau de l'autorité contractante a été examinée ;
- Le contrôle des délais prescrits aux différentes étapes de l'exécution des marchés et du paiement des avances et des factures, en cohérence notamment avec les spécifications du marché et le référentiel des délais d'exécution de la dépense publique ;
- L'état des marchés qui connaissent des difficultés d'exécution ;
- L'analyse des causes et conséquences des difficultés rencontrées.

2. METHODOLOGIE DE LA REVUE APPROFONDIE DES MARCHES

2.1 CONSIDERATIONS GENERALES SUR LA METHODOLOGIE

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les normes d'audit internationales, et inclut les tests et les procédures d'audits ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière plus précise, notre démarche est la suivante:

- Etablissement de la feuille de route et prise de contact avec l'ARMP pour assurer une planification correcte des missions à réaliser (réunion de démarrage) ;
- Planification et prise de connaissance générale des entités à auditer ;
- Revue des textes régissant les structures à auditer et des rapports relatifs aux audits précédents ;
- Analyse et évaluation de l'organisation institutionnelle de chaque entité concernée ;
- Revue de la procédure de passation et d'exécution des marchés ;
- Elaboration des rapports provisoires ;
- Réception et traitement des commentaires des audités ;
- Traitement des requêtes spéciales ;
- Elaboration des rapports définitifs individuels et de synthèse ;
- Contrôle qualité ;
- Restitution.

2.2 COORDINATION GENERALE DE LA MISSION

Notre expérience de ce type de mission montre qu'il est d'une importance capitale de mettre en place une équipe au Siège. L'équipe d'appui du Siège est composée d'un noyau sous la direction d'un Expert financier qui a une expérience avérée en passation de marchés.

Ce dernier est assisté d'auditeurs en passation de marchés et d'une assistante de direction. Le recours à une expertise ponctuelle est également envisagé en cas de besoin (experts en informatique, ingénieurs en génie civil, etc.). Le support des équipes d'experts est concentré sur quatre domaines clefs que nous avons identifiés comme étant cruciaux, en fonction de nos expériences d'audits similaires en Afrique, pour garantir les meilleures conditions pour la conduite de travaux d'audit efficaces et de haute qualité.

L'équipe d'appui du Siège est placée sous la responsabilité d'un Auditeur Sénior Manager et rompu aux missions d'audit technique et de revue de procédures de passation de marchés au Sénégal et dans la sous-région francophone.

Le coordonnateur de l'équipe d'appui du Siège a un rôle central dans la revue qualité des rapports conformément aux procédures en vigueur au sein du Cabinet Grant Thornton, certifié ISO 9001 Version 2008 depuis décembre 2009. Son profil le prédestine à s'impliquer de manière significative sur le terrain.

Par ailleurs, les ingénieurs domaines, prévus dans les TDRs sont positionnés dans l'équipe d'appui pour être mobilisés sur le terrain des opérations en fonction des exigences de chaque instant.

2.3 LA PHASE DE PRE-AUDIT

Après les formalités de négociation et de finalisation du contrat et la phase préparatoire, l'équipe a tenu une réunion de démarrage avec l'ARMP, au cours de laquelle des informations ont été échangées, les attentes précisées et les premières contraintes identifiées. A ce stade, au niveau de chaque autorité contractante, nous avons tenté d'obtenir certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- la liste complète de tous les marchés passés en 2012 ;
- les plans de passation des marchés ;
- l'état d'exécution du plan de passation des marchés ;
- les extraits budgétaires de la gestion 2012 ;
- l'état d'exécution budgétaire de la gestion 2012 ;
- les rapports de corps de contrôle de l'Etat ;
- l'ensemble des pièces relatives à chaque acquisition ;
- les rapports d'activités ;
- l'organigramme et /ou le document organisant l'autorité contractante ;
- les actes de désignation des membres de la Commission de passation des marchés ;
- les situations relatives aux marchés et collectées auprès de la DCMP et d'autres services afin d'être confrontées aux listes qui seront ultérieurement obtenues des autorités contractantes;
- les états financiers au 31 décembre 2012 ;
- le fichier des immobilisations ;
- la balance générale au 31 décembre 2012 ;
- toute autre documentation utile à la mission.

2.3.1 PREPARATION DU PLAN D'AUDIT

En fonction de nos échanges au sein de l'équipe clé et des termes de références, nous avons préparé un plan d'audit global.

Ce plan global a été affiné pour donner un plan détaillé, plus exactement un programme de travail adapté, incluant une information précise sur les procédures d'audit et les tests à appliquer durant la mission sur le terrain. Le plan global inclut les propositions de dates pour l'audit, une évaluation intermédiaire des risques d'audit et le niveau proposé de test basé sur les contrôles perçus comme étant mis en place, le degré « d'audit confiance » requis et de matérialité par seuil.

Nos plans ont été conçus afin de nous permettre de conduire les travaux de manière efficace, efficiente et économique, et avec un minimum d'inconvénients pour les audités, et nous nous sommes assurés que :

- les problèmes potentiels ont été identifiés au plus tôt;
- une attention particulière a été dévolue aux zones à risques de l'audit;
- les travaux d'audit seront rapidement menés et le dossier revu aisément;
- le travail a été réparti de manière adéquate entre membres de l'équipe d'audit.

2.3.2 PROGRAMMATION DES MISSIONS AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES

Une fois que les entités à auditer ont été avisées, munis des lettres d'introduction, nous avons pris contact avec les personnes responsables de ces entités afin de trouver rapidement un accord sur les dates de l'audit et faire approuver l'ordre chronologique des visites. Nous nous sommes assurés que les personnes clés à rencontrer sont disponibles aux dates convenues. Nous avons pris soin de confirmer par courrier les arrangements convenus avec les autorités contractantes.

Avec cette approche, nos communications avec les audités, empreintes du professionnalisme requis, nous ont permis de nous assurer d'un maximum de coopération et d'une traçabilité sans faille.

2.3.3 REUNION DE DEMARRAGE AVEC LES AUTORITES CONTRACTANTES CIBLEES PAR L'AUDIT

Durant les réunions de démarrage avec les audités, nous nous sommes assurés des tâches déterminées dans le programme avec le personnel de l'Audit et avons recadré nos objectifs. Nous avons obtenu une description :

- du cadre réglementaire et institutionnel,
- du niveau d'application du nouveau Code de Marchés Publics par la mise en place de la structure organisationnelle, des contrôles internes et des procédures de management de l'Audit en utilisant un questionnaire de contrôle interne,
- du niveau de formation des acteurs intervenant dans les marchés publics.

Cette phase nous a permis de comprendre tous les mécanismes des différents types de structures ciblées à travers l'analyse de la structure organisationnelle et de son fonctionnement, et de vérifier la fiabilité des procédures de gestion administrative et de contrôle interne.

2.4 PHASE DE REVUE DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

2.4.1. L'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons sélectionné et validé un échantillon représentatif par type de contrat, taille et mode de passation des marchés. L'échantillon a été composé conformément aux modalités décrites dans les termes de référence (TDR) et aux normes et pratiques en vigueur en matière de revue. Le processus d'échantillonnage est d'essence aléatoire.

Pour chacune des catégories de marchés, nous avons veillé à une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

2.4.2 REALISATION DES TRAVAUX D'AUDIT SUR SITE

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons réalisé durant la phase d'exécution de l'audit sur site, des tests sur l'échantillon de contrats sélectionnés. Ces tests ont été menés par rapport à la traçabilité de chaque contrat, de l'expression du besoin en passant par la budgétisation jusqu'au paiement. Ces tests nous ont permis de vérifier la conformité de la conception, l'efficacité et la transparence des procédures appliquées par les autorités contractantes et leur conformité avec la loi relative aux marchés publics. Les tests qui ont été mis en œuvre pour la revue des procédures de passation des marchés ont intégré, outre l'analyse institutionnelle et organisationnelle, une vérification des éléments suivants:

- procédure de budgétisation/couverture budgétaire ;
- publicité préalable ;
- adéquation du mode de passation de marché avec l'enveloppe budgétaire et la nature de la commande (travaux, fournitures ou services) ;
- rapports d'évaluation des offres ;
- traitement des plaintes existantes;
- respect des obligations contractuelles (exécution par le titulaire du marché et paiement par l'autorité contractante) ;
- conformité à certaines dispositions particulières de la loi relative aux marchés publics telles que l'inscription préalable des marchés dans les PPM et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement formulées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc.

Pour chaque marché, une check list détaillée a été méticuleusement renseignée et présentée en annexe. L'ensemble de ces fiches ont servi de base à une analyse des tendances ainsi qu'à la déduction de statistiques pertinentes pour fonder une opinion sur la gestion d'un ou plusieurs marchés ainsi que sur les performances de chaque autorité contractante.

Pour chaque structure audité, les constats ont été systématiquement relevés et classés en fonction de leur fréquence d'occurrence. Sur cette base, nous avons proposé des mesures appropriées et dont la faisabilité est établie, pour l'éradication des dysfonctionnements notés, avec une claire définition des modalités de mise en œuvre.

Suite à cette revue, il a été établi des statistiques sur les marchés en procédant, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants).

2.5 AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE DES MARCHES

Conformément aux termes de référence (TDR), nous avons procédé à un échantillonnage de marchés devant faire l'objet de contrôle physique (vérification de la matérialité). Ces marchés ont exclu logiquement les marchés de nettoyage de locaux, de désherbage, de reprofilage léger de routes, etc, objet de prestations à durabilité éphémère. Les vérifications ont été faites sur la base des procès verbaux de réception, des documents de comptabilité des matières, et des visites de terrain.

L'objectif global de cette étape de la mission est de permettre à l'ARMP de se former une opinion sur la conformité de l'exécution technique au sens large, d'un échantillon de projets d'infrastructures.

L'audit physique a été articulé sur les points suivants :

- conformité technique et qualité des prestations exécutées ;
- revue de la conduite générale des projets ;
- vérification de la conformité des dépenses effectuées.

L'audit physique s'il ya lieu doit déboucher sur la formulation de recommandations relatives aux points suivants :

- i) mesures correctives permettant d'éviter que les éventuelles anomalies observées n'aient un impact sur la qualité du projet et sa durabilité dans les horizons prévus ;
- ii) principaux enseignements généraux de cet audit pour des actions futures.

2.6 PHASE DE CONTROLE DE LA QUALITE ET DE REVUE INDEPENDANTE

Le contrôle qualité est une exigence à Grant Thornton, comme en atteste sa place dans notre manuel des normes et pratiques professionnelles conformément aux standards internationaux en matière d'audit. Le dossier de travail ainsi que tous les rapports ont été revus par un expert indépendant qui n'a pas participé à la mission.

Son rôle est de s'assurer que l'équipe a réalisé la mission dans le respect des normes internationales reprises dans notre manuel d'exercice professionnel.

Pour l'audit des procédures de passation comme lors des vérifications relatives à l'exécution physique, l'expérience pratique de nos experts a été mise à profit pour détecter tous les indices de fraudes et de corruption qui peuvent donner lieu en fonction de leur gravité soit à un examen approfondi dans le cadre de la présente mission, soit à une proposition d'ouverture d'enquête au niveau de l' ARMP.

2.7 PHASE DE RESTITUTION DES RAPPORTS

A la fin de l'audit, nous tenons une réunion de clôture entre l'équipe d'audit et les responsables de chacune des autorités contractantes. Le but de la réunion est de revoir les constatations de l'audit.

De plus, chaque autorité contractante fait l'objet d'un rapport distinct. Nos rapports sont présentés en deux étapes:

- ❖ rapport provisoire ;
- ❖ rapport final.

3. ENVIRONNEMENT LEGISLATIF, REGLEMENTAIRE ET DISPOSITIF INSTITUTIONNEL

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

3-1 LE CADRE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Nos travaux nous ont conduits à prendre connaissance des textes suivants :

- Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005 portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005 portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011 relative aux lois de Finances;
- Loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- Loi 96-06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales, modifiée ;
- Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration
- Loi 2009-20 du 04 Mai 2009 portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution
- Décret 2005-576 du 22 Juin 2005 portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics
- Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981 relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, ou aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;;
- Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010 ;
- Décret 2007-547 du 25 Avril 2007 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)
- Décret 2011-1048 portant Code des Marchés publics, abrogeant le décret 2007-545 du 25 Avril 2007
- Décret 2011-1880 du 24 Novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique
- Arrêté 11580/ PM/ du 28 Décembre 2007 pris en application des dispositions de l'article 138 du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des Marchés ;
- Arrêté 11583/MEF/du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 111 du CMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- Arrêté 11584/MEF/ du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 112 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution ;

- Arrêté 11585 /MEF/ du 25 Décembre 2007 pris en application de l'article 77-3 du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures ;
- Arrêté 11586/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux Commissions de passation des marchés des autorités contractantes ;
- Arrêté 11587 /MEF du 28 Décembre pris en application de l'article 45-e du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics ;
- Arrêté 11588/MEF/ du 27 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des marchés des autorités contractantes ;
- Circulaire 0004/PM/CAB/CP du 31 Mars 2009 portant Instruction pour la mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix (DRP) prévue par les dispositions de l'article 77 du CMP ;
- Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008 fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

3-2 LES ORGANES CHARGES DE LA PASSATION DES MARCHES

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier.

Aussi le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

3.2.1 LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté 11586/MEF du 28 Décembre 2007 dont, entre autres :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- L'établissement, en début d'année du plan consolidé annuel de,
- matière de marchés publics,
- La tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- L'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

3.2.2. LA COMMISSION DES MARCHES

L'arrêté 11588/MEF/ du 28 Décembre 2007 détermine la composition des Commissions des marchés, fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;

- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.
- Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

3-3 LES ENTITES DE REGULATION ET DE CONTRÔLE

Le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

3.3.1 LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES PUBLICS

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les attributions selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

3.3.2 L' AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de règlement des différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

3-4 LES SEUILS DE PASSATION DES MARCHES

Le Code des Marchés Publics, en son article 53 détermine des seuils relatifs à la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics

- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 15 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 25 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres

- 50 000 000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- 30 000 000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.
-

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

3-5 LES MODES DE PASSATION DES MARCHES

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

4 LES STRUCTURES CHARGEES DE LA GESTION DES MARCHES PUBLICS AU SEIN DE LA COMMUNE DE BIGNONA

4.1 La PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES (PRM)

Le Maire de la Commune, ordonnateur du budget, est la personne responsable des Marchés.

4.2. LA CELLULE DE PASSATION DES MARCHES (CPM)

Le Maire de la Commune a désigné par arrêté N°02 de service du 02 janvier 2012, les membres de la Cellule de Passation des marchés. Cette dernière est chargée de :

- l'examen préalable de tout document à soumettre à l'Autorité contractante en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à transmettre à des tiers en matière de marchés publics ;
- l'examen préalable de tout document à signer avec des tiers en matière de marchés publics ;
- classer et archiver tous les documents relatifs aux marchés publics passés par les différents services ;
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés de l'Autorité contractante ;
- l'établissement de l'avis général de passation des marchés et sa publication;
- l'insertion des avis et autres documents relatifs à la passation des marchés dans le système national informatisé de gestion des marchés ;
- la tenue du secrétariat de la Commission des marchés ;
- l'appui aux différents services pour les opérations de passation de marchés ;
- la réalisation et la tenue de tableaux de bord sur les délais de mise en œuvre des différentes étapes des procédures de passation des marchés et de réalisation des calendriers d'exécution des marchés ;
- l'identification des besoins de formation des services en matière de marchés publics ;
- la liaison avec les missions extérieures, notamment celles d'audit des marchés, initiées par l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés à l'intention des autorités compétentes pour transmission à la Direction centrale des marchés publics et à l'Autorité de Régulation des Marchés Publics.

4.3. LA COMMISSION DES MARCHES (CM)

En application des dispositions des articles 35, 36 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés publics et de l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 l'autorité contractante a procédé à la nomination des membres de la Commission des Marchés par Arrêté001/N° 0001/CB du 02 Janvier 2012

La Commission des marchés est chargée, en application des dispositions y relatives, de :

- L'ouverture des plis ;
- l'évaluation des offres ;
- l'attribution provisoire des marchés.

4.4. LA COMMISSION DE RECEPTION (CR)

La Commune de BIGNONA dispose d'une commission de Réception des fournitures, travaux, créée par arrêté N° 003/CB du 02 Janvier 2012. .

Il découle de nos échanges avec le secrétaire municipal, membre de plein droit de la CMP et la coordinatrice de la CPM un réel besoin en formation pour aussi bien les membres de la CMP que ceux de la CPM

5. REVUE APPROFONDIE DES MARCHES PUBLICS

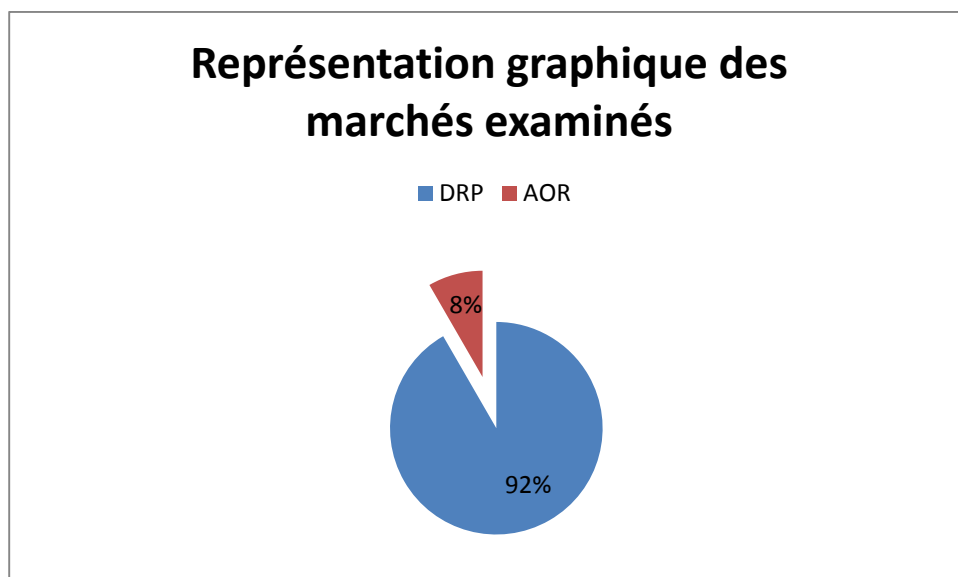
5.1. SELECTION DES MARCHES A AUDITER

Au cours de la gestion 2012, la Commune de Bignona a conclu quarante trois (43) marchés dont deux (02) par appels d'offres restreints (AOR) et le reste par demandes de renseignements et de prix (DRP) selon la liste communiquée par la Coordinatrice de la Cellule de Passation des Marchés, pour un coût global de K FCFA 382 838. Dans le cadre de nos travaux, notre échantillon a porté sur 50% en volume des DRP et 100% des AOR.

L'échantillon peut être présenté comme suit :

Mode de passation	2012			
	Récapitulatif des marchés (en F CFA)		Marchés sélectionnés pour revue (en F CFA)	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
DRP	43	93 644 863	22	65 041 715
AOR	2	289 192 900	2	289 192 900
ED				
AOO				
TOTAL	45	382 837 763	24	354 234 615
Taux de couverture			53%	93%

Tous les marchés conclus par Appel d'offres restreint ont fait l'objet d'une revue dans le cadre de notre échantillonnage. Les DRP examinées peuvent être illustrées dans le graphique suivant :



5.2 CONSTATS D' AUDIT

5.2.1 CONSTATS D' ORDRE GENERAL

Au terme de nos travaux, les principaux constats peuvent être résumés comme suit :

- ❖ La publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle est faite le 11 Avril 2012 en violation des dispositions de l'article 6 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 qui la fixe au plus tard à la fin du mois de Janvier de l'année de passation.
- ❖ Le défaut d'établissement, par la CPMP, avant le 31 mars de chaque année à l'attention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente, en violation de l'article 143 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ L'absence de transmission des procès-verbaux d'attribution des marchés qui ont atteint les seuils de DRP à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- ❖ Les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective desdites lettres, en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 de la Loi 2006-16 du 30 Juin 2006 modifiant la loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration;
- ❖ La Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs. Les mêmes candidats sont toujours consultés par nature de fournitures, services ou travaux et sont attributaires de presque tous les marchés ;
- ❖ Les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres, en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ Le nombre de candidats consultés pour les marchés qui ont atteint les seuils de DRP est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000, en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, le budget 2012 de la Commune de Bignona est de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- ❖ Les marchés de fournitures de bureau ont fait l'objet de fractionnement. Le montant global exécuté (18 351 355 F CFA) sur l'année 2012 dépasse le seuil de DRP, en violation des dispositions de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- ❖ La vérification de la capacité juridique est faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant pour les DRP, en violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. » ;
- ❖ Le défaut de publication de l'attribution définitive des appels d'offres restreints en violation de l'article 85, alinéa 4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des Marchés Publics ;
- ❖ L'approbation des marchés d'AOR intervenue après la fin du délai de validité des offres ;
- ❖ Les DRP inscrites dans le PPM ont été fractionnées par rubriques budgétaires et cela a entraîné un nombre important de marchés passés qui n'ont pas atteints les seuils de DRP ;

- ❖ Le dispositif d'archivage et de classement mis en place par la CB pour les dossiers relatifs aux marchés publics est insuffisant. Les marchés examinés ne comportent pas toujours l'ensemble des documents requis pour les marchés.

5.2.2 CONSTATS SPECIFIQUES AUX MARCHES EXAMINES

Tous les constats sont d'ordre général.

5.2.3 CONSTATS DE L' AUDIT PHYSIQUE

Dans le cadre de nos travaux notre échantillon a porté sur deux (02) marchés de travaux et les principaux constats généraux peuvent être résumés comme suit :

- L' archivage des documents techniques de gestion du projet est déficient. En effet, l' essentiel des documents de gestion administrative, financière et technique sont indisponibles au niveau de la commune ;
- Les documents d' exécution financière des projets sont absents. Nous n' avons pas pu disposer des décomptes de travaux et des attachements et certifications de service fait. Nous n' avons pas pu vérifier la conformité de l' exécution financière des projets par rapport aux montants réellement décaissés
- Les rapports périodiques de suivi des chantiers ne sont pas élaborés. Les procès-verbaux de réunion ou de visite de chantier ne traitent pas de l' état d' avancement des travaux. Les spécifications techniques des marchés sont détaillées et permettent un bon suivi de l' exécution des travaux.
- Globalement, on peut noter un retard important dans l' exécution des travaux.

Les constats spécifiques aux marchés examinés sont détaillés ci-après :

a) Projet de développement des marchés agricoles

DONNEES GENERALES

N°	Référence contrat	nature	Montant marché FCFA HTVA	Localisation
01		Travaux	178 384 700	
❖ Maitre de l’Ouvrage :		Commune de BIGNONA		
❖ Entreprise:		EGM.BTV		
❖ Mission de contrôle :		Bureau d’études Joël Gandois et Consultants		
❖ Financement :		PDMAS		
❖ Date d’approbation				
❖ Date de démarrage				
❖ Délai d’exécution		04 mois		
❖ Date de réception provisoire				

EVALUATION TECHNIQUE

Les travaux portent sur la construction du quai de transbordement et des bâtiments annexes de la plateforme d'activités économiques de BIGNONA.

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- L'archivage des documents techniques de gestion du projet est déficient. Nous n'avons pas pu disposer des documents suivants:
 - ordres de services
 - copies de décomptes ;
 - copies d'assurances ;
 - copies de caution ;

Les documents d'exécution financière ne sont disponibles ni au niveau de la commune ni au niveau du maître d'œuvre.

- Le contrôle des travaux est assuré par un bureau d'études financé par la coopération décentralisée avec le Conseil Général de SAVOIE ;
- Lors de notre passage, la commune de Bignona ne disposait pas d'agent voyer ou d'un personnel technique chargé du suivi des travaux ;
- Le premier procès-verbal de visite du chantier est daté le 04 Juillet 2013 ;
- Le dernier procès-verbal de réunion de chantier est daté du 31 Aout 2013. De plus, il n'est pas fait mention de l'état d'avancement des travaux dans les procès-verbaux de réunion et de visite de chantier ;
- Nous n'avons pas pu disposer d'un rapport périodique d'avancement des travaux ;
- Des fissures sont déjà notées au niveau du caniveau périphérique pour cause d'absence de joints de construction ;
- Lors de notre passage l'avancement estimé des travaux était de 60 % environ.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons les mesures suivantes :

- la mise en place d'un système d'archivage au niveau de la Commune de Bignona pour avoir une traçabilité du processus de suivi des projets ;
- l'encadrement du choix du bureau de contrôle qui a un impact certain sur la sécurisation des gros investissements réalisés ;
- l'assistance des services publics compétents décentralisés dans la gestion technique des projets.

ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Travaux de gros œuvre en cours



Travaux de gros œuvre au niveau fondation



Fer



Travaux de gros œuvre en cours : bâtiment repos chauffeuse



Travaux gros œuvre au niveau quérîte



Ferrailage voile en béton en cours

b) Construction caniveaux, électricité générale, plomberie générale, passage busé, clôture, surfaces à Déchets et bassin de décantation

DONNEES GENERALES

N°	Référence contrat	Nature	Montant marché FCFA HTVA	Localisation
02		Travaux	110 808 200	BIGNONA
❖ Maitre de l’Ouvrage :				
❖ Entreprise:		Entreprise Casa Ibra Seck (ECIS)		
❖ Mission de contrôle :		Bureau d’études Joël Gandois et Consultants		
❖ Financement :		PDMAS		
❖ Date d’approbation				
❖ Date de démarrage		28 Juin 2013		
❖ Délai d’exécution		04 mois		
❖ Date de réception provisoire				

EVALUATION TECHNIQUE

Les points relevés portent sur les aspects suivants :

- L' archivage des documents techniques de gestion du projet est déficient. Nous n' avons pas pu disposer des documents suivants:
 - ordres de services ;
 - copies de décomptes ;
 - copies d' assurances ;
 - copies de caution.

Les documents d' exécution financière ne sont ni disponibles au niveau de la commune ni au niveau du maitre d' œuvre.

- Le contrôle des travaux est assuré par un bureau d' études financé par la coopération décentralisée avec le Conseil Général de SAVOIE ;
- Lors de notre passage la commune de Bignona ne disposait pas d' agent voyer ou d' un personnel technique chargé du suivi des travaux ;
- Le procès-verbal de remise du chantier à l' entreprise est daté du 28 juin 2013 ;
- Le dernier procès-verbal de réunion de chantier est daté du 27 juillet 2014. De plus, il n' est pas fait mention de l' état d' avancement des travaux dans les procès-verbaux de réunion et de visite de chantier;
- Nous n' avons pas pu disposer d' un rapport périodique d' avancement des travaux ;

- Des fissures sont déjà notées au niveau du caniveau périphérique pour cause d'absence de joints de construction ;
- Lors de notre passage l'avancement estimé des travaux était de 50 % environ.

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons les mesures suivantes :

- la mise en place d'un système d'archivage au niveau de la Commune de Bignona pour avoir une traçabilité du processus de suivi des projets ;
- l'encadrement du choix du bureau de contrôle qui a un impact certain sur la sécurisation des gros investissements réalisés ;
- l'assistance des services publics compétents décentralisés dans la gestion technique des projets.

ILLUSTRATIONS PHOTOGRAPHIQUES



Caniveau trapézoïdal en perré maçonné



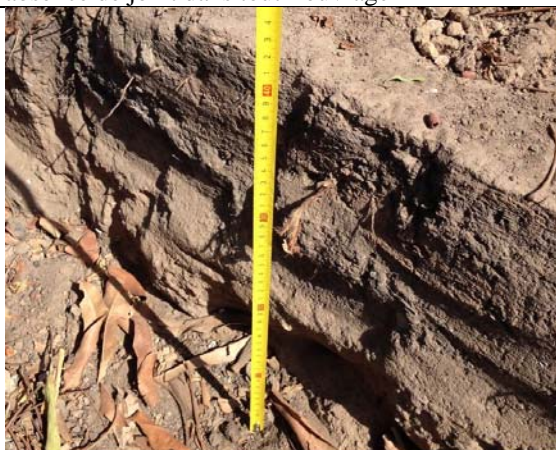
Fissures transversales au niveau caniveau : absence de joint dans tout l'ouvrage



Fissuration transversale au niveau caniveau : absence de joint dans tout l'ouvrage



Ferrailage insuffisant au niveau couronnement en béton armé



Profondeur de 40 cm pour fouilles canalisation électricité : Difficulté respect grillage avertisseur et distance de recouvrement de 60 cm.



Travaux de passage busé en cours

5.3 RECOMMANDATIONS

La synthèse des recommandations issues de nos travaux est consignée dans le tableau ci-après :

TABEAU DE SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

N°	CONSTATS	RECOMMANDATIONS	ORGANISME RESPONSABLE
1	La publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle est faite le 11 Avril 2012 en violation des dispositions de l'article 6 du Décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 qui la fixe au plus tard à la fin du mois de Janvier de l'année de passation	Veiller à publier l'AGPM avant la fin du mois de Janvier de chaque année.	AC / CPM
2	Le défaut d'établissement, par la CPMP, avant le 31 mars de chaque année à l'attention de l'autorité dont elle relève et de l'Organe chargé de la régulation des marchés publics, d'un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics passés l'année précédente en violation de l'article 143 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;	Veiller à l'établissement régulier du rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente.	CPM
3	L'absence de transmission des procès-verbaux d'attribution des marchés qui ont atteint les seuils de DRP à la DCMF aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;	Transmettre les PV d'attribution des DRP dont les montants ont atteint le seuil d'établissement d'un contrat.	AC / CPM
4	Les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective desdites lettres, en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 de la Loi 2006-16 du 30 Juin 2006 modifiant la loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration;	Veiller au respect des règles relatives à la correspondance administrative.	AC/CPM

5	La Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs. Les mêmes candidats sont toujours consultés par nature de fournitures, services ou travaux et sont attributaires de presque tous les marchés	Veiller à la mise en place d'une base de données de fournisseurs.	AC/CPM
6	Les marchés de fournitures de bureau ont fait l'objet de fractionnement. Le montant global exécuté (18 351 355 F CFA) sur l'année 2012 dépasse le seuil de DRP, en violation des dispositions de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;	Veiller à évaluer correctement vos besoins et à procéder à un appel d'offres avec imputations budgétaires multiples pour les fournitures homogènes ou de même nature.	AC/CPM
7	La vérification de la capacité juridique est faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant pour les DRP, en violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. » ;	Veiller à vérifier systématiquement la qualification des candidats.	CMP/CM
8	Le défaut de publication de l'attribution définitive des appels d'offres restreints en violation de l'article 85, alinéa 4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des Marchés Publics ;	Procéder à la publication des avis d'attribution définitive.	AC/CPM
9	L'approbation des marchés d'AOR intervenue après la fin de validité des offres ;	Veiller à faire approuver les marchés dans les délais de validité des offres.	AC/CPM
10	La comptabilité matière n'est pas tenue de manière régulière.	Tenir régulièrement une comptabilité des matières.	AC/PRM

5.4 STATISTIQUES DES ANOMALIES ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

5.4.2 TABLEAU STATISTIQUE DES ANOMALIES

Anomalies/Marchés	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalies sur le dispositif organisationnel et institutionnel																										
Les DRP inscrites dans le PPM ont été fractionnées	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			22	92%
Défaillance de l'archivage	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24	100%
Défaut d'élaboration du rapport annuel de la CPM	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24	100%
Absence de renforcement des capacités	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	24	100%
Anomalies sur les règles de publicité																										
Défaut publication des attributions de DRP	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1				22	92%
Défaut de matérialisation de la réception effective des lettres d'invitation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			22	92%
La vérification de la capacité juridique est faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1			22	92%
Défaut de publication de l'attribution définitive des AOR																							1	1	2	8%
Approbation de marché hors délai de validité des offres.																							1	1	2	8%

5.4.2 INDICATEURS DE PERFORMANCE DES AOR

Anomalies/Marchés	1	2	TOTAL	Statistique des anomalies
Anomalies sur le dispositif organisationnel et institutionnel				
Défaillance de l'archivage	1	1	2	100%
Défaut d'élaboration du rapport annuel de la CPM	1	1	2	100%
Absence de renforcement des capacités	1	1	2	100%
Anomalies sur les règles de publicité				
Défaut publication des attributions	1	1	2	100%
Anomalie sur l'approbation				
défaut d'approbation des contrats dans la durée de validité	1	1	2	100%
Anomalie sur la publicité				
Défaut de publication de l'attribution définitive	1	1	2	100%

ANNEXES

DEMANDE DE RENSEIGNEMENT ET DE PRIX

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 4 999 660.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	GIE DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	28/05/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	1 livraison par semestre
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	4 999 660 F CFA
17. Montant du Budget	5 000 145 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle est faite le 11 avril 2012 en violation des dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser leur réception effective et simultanée, en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès- verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication sur le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique est faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant, en violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous invitons la Commune de Bignona à veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi 2006-16 du 30 Juin 2006 modifiant la loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration , en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès- verbal d'attribution à la DCMP pour publication sur le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- procédant à un appel d'offres avec imputations multiples pour les besoins homogènes et/ou de même nature dont les montants cumulés estimés sur l'année dépassent les seuils de DRP ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et l'insuffisance de transparence dans la procédure de passation est perceptible.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de produits d'entretien, pour un montant de F CFA 2 999 560.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de produits d'entretien
6. Nom de l'attributaire du marché	AHOUNE SANE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	23/02/2012
9. Date ouverture des plis	08/03/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	23/03/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	23/03/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	23/03/2012
16. Montant du marché	2 999 560 F CFA
17. Montant du Budget	3 000 104 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus ne sont pas informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès- verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs. Les mêmes candidats sont toujours et les seuls consultés par nature de fournitures, services ou travaux ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000, en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. Le budget de la Commune de Bignona est de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique est faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant, en violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 de la Loi 2006-16 du 30 Juin 2006 modifiant la loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration, en

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et l'insuffisance de transparence dans la procédure de passation est perceptible.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PIECES OU MATERIEL DE RECHANGE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de pièces ou matériel de rechange, pour un montant de F CFA 2 998 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de pièces ou matériel de rechange
6. Nom de l'attributaire du marché	GARAGE KEUR KATIME
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	08/06/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	28/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	28/06/2012
16. Montant du marché	2 998 000 F CFA
17. Montant du Budget	3 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 2 249 670.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	GIE DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	2 249 670 F CFA
17. Montant du Budget	2 249 670 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PRODUITS D' ENTRETIEN**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de produits d'entretien, pour un montant de F CFA 2 999 560.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de produits d'entretien
6. Nom de l'attributaire du marché	AHOUNE SANE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	23/02/2012
9. Date ouverture des plis	08/03/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	30/03/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	30/03/2012
16. Montant du marché	2 999 560 F CFA
17. Montant du Budget	4 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PIECES OU MATERIEL DE RECHANGE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de pièces ou matériel de rechange, pour un montant de F CFA 2 500 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de pièces ou matériel de rechange
6. Nom de l'attributaire du marché	GARAGE KEUR KATIME
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	04/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	04/06/2012
16. Montant du marché	2 500 000 F CFA
17. Montant du Budget	4 524 825 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE MATERIEL DIDACTIQUE POUR FORMATION PROFESSIONNELLE**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de matériel didactique pour formation professionnelle, pour un montant de F CFA 7 499 785.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de matériel didactique pour formation professionnelle
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	28/05/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	livraison en deux étapes
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	7 499 785 F CFA
17. Montant du Budget	9 535 867 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 1 099 760.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	Librairie Papèterie AHOUNE SANE
7. Nombre d'offres reçues,	PV ouverture non transmis
8. Date de publicité de la demande de prix	Lettre d'invitation non transmise
9. Date ouverture des plis	PV ouverture non transmis
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	30/03/2012
14. Délai d'exécution	livraison en deux étapes
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	1 099 760 F CFA
17. Montant du Budget	2 851 210 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier du procès verbal d'ouverture et des lettres d'invitation ;
- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ DRP -FOURNITURE DE MATERIEL DIDACTIQUE POUR FORMATION PROFESSIONNELLE

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de matériel didactique pour formation professionnelle, pour un montant de F CFA 1 998 920.

DONNEES SUR LE MARCHÉ

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de matériel didactique pour formation professionnelle
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	14/05/2012
9. Date ouverture des plis	29/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	1 998 920 F CFA
17. Montant du Budget	2 800 279 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;

- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics ;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 1 498 600.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	14/05/2012
9. Date ouverture des plis	29/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	28/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	28/06/2012
16. Montant du marché	1 498 600 F CFA
17. Montant du Budget	2 851 210 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PRODUITS D'ENTRETIEN**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de produits d'entretien, pour un montant de F CFA 7 699 825.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de produits d'entretien
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	16/08/2012
9. Date ouverture des plis	30/08/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	11/09/2012
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	11/09/2012
13. Date de démarrage effectif de prestation	24/09/2012
14. Délai d'exécution	3 semaines
15. Date de réception	24/09/2012
16. Montant du marché	7 699 825 F CFA
17. Montant du Budget	7 701 408 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 2 478 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	14/05/2012
9. Date ouverture des plis	29/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	28/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	28/06/2012
16. Montant du marché	2 478 000 F CFA
17. Montant du Budget	5 487 412 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE PRODUITS D' ENTRETIEN**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de produits d'entretien, pour un montant de F CFA 1 999 805.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de produits d'entretien
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	16/08/2012
9. Date ouverture des plis	30/08/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	24/09/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	24/09/2012
16. Montant du marché	1 999 805 F CFA
17. Montant du Budget	2 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE TICKETS DE PERCEPTION DE VIGNETTES ET D'ETAT CIVIL**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de tickets de perception de vignettes et d'état civil, pour un montant de F CFA 1 652 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Achat de tickets de perception de vignettes et d'état civil
6. Nom de l'attributaire du marché	GROUPE SEN 2 TIQUE KEUR KHADIM
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	02/04/2012
9. Date ouverture des plis	16/04/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	08/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	08/05/2012
16. Montant du marché	1 652 000 F CFA
17. Montant du Budget	2 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de mobilier de bureau, pour un montant de F CFA 2 950 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	08/05/2012
16. Montant du marché	2 950 000 F CFA
17. Montant du Budget	3 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP –REPARATION DE VEHICULES**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à la réparation de véhicules, pour un montant de F CFA 2 950 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Service
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Réparation de véhicule
6. Nom de l'attributaire du marché	GARAGE KATIM TOURE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	04/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	28/06/2012
16. Montant du marché	2 950 000 F CFA
17. Montant du Budget	3 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP –FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 1 999 805.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture de bureau
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	02/04/2012
9. Date ouverture des plis	16/02/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	08/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	08/05/2012
16. Montant du marché	1 999 805 F CFA
17. Montant du Budget	2 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP –FOURNITURE DE PRODUITS D’ ENTRETIEN**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l’acquisition de produits d’entretien, pour un montant de F CFA 1 498 600.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l’Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de produits d'entretien
6. Nom de l’attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d’offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	16/08/2012
9. Date ouverture des plis	30/08/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	24/09/2012
14. Délai d’exécution	Non communiqué
15. Date de réception	24/09/2012
16. Montant du marché	1 498 600 F CFA
17. Montant du Budget	1 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l’insuffisance du dispositif d’archivage et de classement ;
- la publication tardive de l’Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l’article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d’invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès-verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHÉ

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE MOBILIER DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de mobiliers de bureau, pour un montant de F CFA 2 572 400.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Fourniture de mobilier de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	16/08/2012
9. Date ouverture des plis	30/08/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	24/09/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	24/09/2012
16. Montant du marché	2 572 400 F CFA
17. Montant du Budget	3 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE MACHINES ET MATERIEL DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de machines et matériel de bureau, pour un montant de F CFA 2 950 000.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de machines et matériel de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	08/05/2012
16. Montant du marché	2 950 000 F CFA
17. Montant du Budget	3 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE D'APPAREILS DE CLIMATISATION ET DE VENTILATION**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition d'appareils de climatisation et de ventilation, pour un montant de F CFA 2 499 240.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition d'appareils de climatisation et de ventilation
6. Nom de l'attributaire du marché	LIBRAIRIE PAPETERIE AHOUNE SANE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	14/05/2012
9. Date ouverture des plis	29/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	28/06/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	28/06/2012
16. Montant du marché	2 499 240 F CFA
17. Montant du Budget	2 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

➤ **DRP -FOURNITURE DE BUREAU**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

La demande de renseignement et de prix est relative à l'acquisition de fournitures de bureau, pour un montant de F CFA 2 948 525.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement	Budget de fonctionnement
2. Nom de l'Autorité contractante	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché	Fourniture
4. Numéro du marché	DRP
5. Description des biens, travaux ou service	Acquisition de fournitures de bureau
6. Nom de l'attributaire du marché	DIAMA CASAMANCE
7. Nombre d'offres reçues,	3
8. Date de publicité de la demande de prix	30/04/2012
9. Date ouverture des plis	14/05/2012
10. Date de signature et approbation contrat (si requis)	N/A
11. Date de publication des résultats	Résultat non publié
12. Date Ordre de service de commencer	N/A
13. Date de démarrage effectif de prestation	31/05/2012
14. Délai d'exécution	Non communiqué
15. Date de réception	31/05/2012
16. Montant du marché	2 948 525 F CFA
17. Montant du Budget	4 500 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'insuffisance du dispositif d'archivage et de classement ;
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année;
- que les lettres d'invitation ne portent ni les noms, ni les adresses des candidats et aucune pièce ne permet de matérialiser la réception effective et simultanée de ces dites lettres en violation du principe fondamental de la transparence évoqué à l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 ;
- que les soumissionnaires non retenus n'ont pas été informés du rejet de leurs offres en violation des dispositions de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;

- l'absence de transmission du procès verbal d'attribution du marché à la DCMP aux fins de publication dans le site des marchés publics en violation de l'article 78.3b du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics;
- que la Commune de Bignona ne dispose pas d'une base de données de fournisseurs et c'est toujours les mêmes candidats qui sont consultés par nature de fournitures, services ou travaux et par conséquent les mêmes soumissionnaires gagnent presque tous les marchés ;
- que le nombre de candidats consultés est inférieur au minimum de cinq requis pour les communes qui ont un budget égal ou supérieur F CFA 300 000 000 et cela en violation de l'article 78.2 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011. En effet, la Commune de Bignona avait un budget de F CFA 615 000 000 pour la gestion 2012 ;
- que le marché de fourniture de bureau a fait l'objet de fractionnement parce que le montant global exécuté sur l'année dépasse le seuil de DRP et cela en violation de l'article 54 alinéa 5 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 ;
- que la vérification de la capacité juridique a été faite après avoir choisi le soumissionnaire le moins disant et cela est une violation de l'article 68 du Décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 qui stipule que : « Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article 43 et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 44, et rejette les offres non recevables. »

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des articles 6, 54, 68 et 78 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application notamment l'article 24 nouveau de la Loi N°65-51 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration modifiée par la Loi 06-16 du 30 juin 2006 en :

- archivant les dossiers de marché conformément au manuel de classement diffusé par l'ARMP ;
- publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- mettant les noms des candidats et leurs adresses respectives sur les lettres d'invitation tout en veillant à la décharge pour réception sur le cahier de transmission ;
- s'assurant que les candidats ont la capacité juridique avant d'évaluer l'offre financière ;
- transmettant le procès verbal d'attribution à la DCMP pour publication dans le site des marchés publics;
- informant les soumissionnaires non retenus du rejet de leurs offres ;
- lançant un appel d'offres pour les marchés dont les montants cumulatifs sur l'année dépassent les seuils de DRP ;
- invitant au minimum cinq candidats pour les DRP.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et de ses textes d'application et le manque de transparence dans la procédure de passation est notoire.

APPELS D'OFFRES RESTREINTS

➤ **AOR -CONSTRUCTION D'UN QUAI DE TRANSBORDEMENT DE LA PLATEFORME ECONOMIQUE DE BIGNONA**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres restreint est relatif à la Construction d'un quai de transbordement de la plateforme économique de Bignona, pour un montant de F CFA 178 384 700.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement:	PDMAS
2. Nom de l'Autorité contractante:	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché:	Travaux de construction
4. Numéro du marché:	T0011/13
5. Description des biens, travaux ou services:	Construction d'un quai de transbordement de la plateforme économique de Bignona
6. Nom de l'attributaire du marché:	EGM BTV
7. Nombre d'offres reçues:	4
8. Date limite de dépôt des offres	10/01/2013
9. Date d'ouverture des plis :	10/01/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	02/02/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	08/03/2013
12. Date d'Approbation	16/05/2013
13. Date de notification:	20/04/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive:	Attribution définitive non publiée
15. Date ordre de service de commencer	Ordre de service de commencer non transmis
16. Date de démarrage effectif	Non communiqué
17. Délai d'exécution,	4 mois
18. Date de réception (provisoire)	Travaux en cours
19. montant marché	178 384 700 F CFA
20. montant budget	350 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier :
 - des décomptes ;
 - des pièces justificatives de paiement.
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-

1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année ;

- le défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85, alinéa 4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des Marchés Publics ;
- que le marché n'a pas été approuvé dans le délai de validité des offres de 90 jours

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des article 6 et 85 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 en publiant l'attribution définitive, de faire approuver les marchés avant la fin de validité des offres pour éviter les éventuelles actualisations des prix et en publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 et de ses textes d'application en matière de publication de l'attribution définitive et d'approbation du marché dans le délai de validité des offres.

➤ **AOR -REALISATION DE CANIVEAUX, D'UN PASSAGE BUSE, D'UNE CLOTURE, D'UNE SURFACE A DECHETS D'UN BASSIN DE DECANTATION, DE LA PLOMBERIE, ALIMENTATION ET EVACUATION DE L'ELECTRICITE PRINCIPALE DE LA PLATEFORME ECONOMIQUE DE BIGNONA**

COMMENTAIRES SUR LE MARCHE

L'appel d'offres restreint est relatif à la Réalisation de caniveaux, d'un passage busé, d'une clôture, d'une surface à déchets d'un bassin de décantation, de la plomberie, alimentation et évacuation de l'électricité principale de la plateforme économique de Bignona, pour un montant de F CFA 110 808 200.

DONNEES SUR LE MARCHE

1. Financement:	PDMAS
2. Nom de l'Autorité contractante:	COMMUNE DE BIGNONA
3. Intitulé du marché:	Travaux de construction
4. Numéro du marché:	T0012/13
5. Description des biens, travaux ou services:	Réalisation de caniveaux, d'un passage busé, d'une clôture, d'une surface à déchets d'un bassin de décantation, de la plomberie, alimentation et évacuation de l'électricité principale de la plateforme économique de Bignona
6. Nom de l'attributaire du marché:	ENTREPRISE CASA IBRA SECK (ECIS)
7. Nombre d'offres reçues:	4
8. Date limite de dépôt des offres	10/01/2013
9. Date d'ouverture des plis :	10/01/2013
10. Date de Publication de l'attribution provisoire:	02/02/2013
11. Date de signature/Prestation de services (contrats)	08/03/2013
12. Date d'Approbation	16/05/2013
13. Date de notification:	20/04/2012
14. Date de publication de l'attribution définitive:	Attribution définitive non publiée
15. Date ordre de service de commencer	Ordre de service de commencer non transmis
16. Date de démarrage effectif	Non communiqué
17. Délai d'exécution,	4 mois
18. Date de réception (provisoire)	Travaux en cours
19. montant marché	110 808 200 F CFA
20. montant budget	350 000 000 F CFA

ANOMALIES ET POINTS DE NON-CONFORMITE

Nos travaux nous ont permis de constater :

- l'absence dans le dossier :
 - des décomptes ;

- des pièces justificatives de paiement.
- la publication tardive de l'Avis Général de Passation des Marchés (AGPM). En effet, elle a été faite le 11 avril 2012 contrairement aux dispositions de l'article 6, alinéa 3 du décret n°2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics qui fixe la date limite avant la fin du mois de janvier de chaque année ;
- le défaut de publication de l'attribution définitive en violation de l'article 85, alinéa 4 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 Portant Code des Marchés Publics ;
- que le marché n'a pas été approuvé dans le délai de validité des offres de 90 jours

RECOMMANDATIONS

Nous recommandons à la Commune de Bignona de veiller au respect des dispositions des article 6 et 85 du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 en publiant l'attribution définitive, de faire approuver les marchés avant la fin de validité des offres pour éviter les éventuelles actualisations des prix et en publiant l'AGPM avant la fin du mois de janvier de chaque année.

CONCLUSION SUR LA PROCEDURE DE PASSATION DE MARCHE

La Commune de Bignona n'a pas respecté les dispositions du Décret N°2011-1048 du 27 juillet 2011 et de ses textes d'application en matière de publication de l'attribution définitive et d'approbation du marché dans le délai de validité des offres.

**SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE
ANTERIEURE DES MARCHES PUBLICS**

SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE ANTERIEURE DES MARCHES PUBLICS

Le site de l'ARMP, dans sa partie audit n'indique aucune revue indépendante des marchés conclus par la Commune de Bignona sur la période 2008 à 2011.